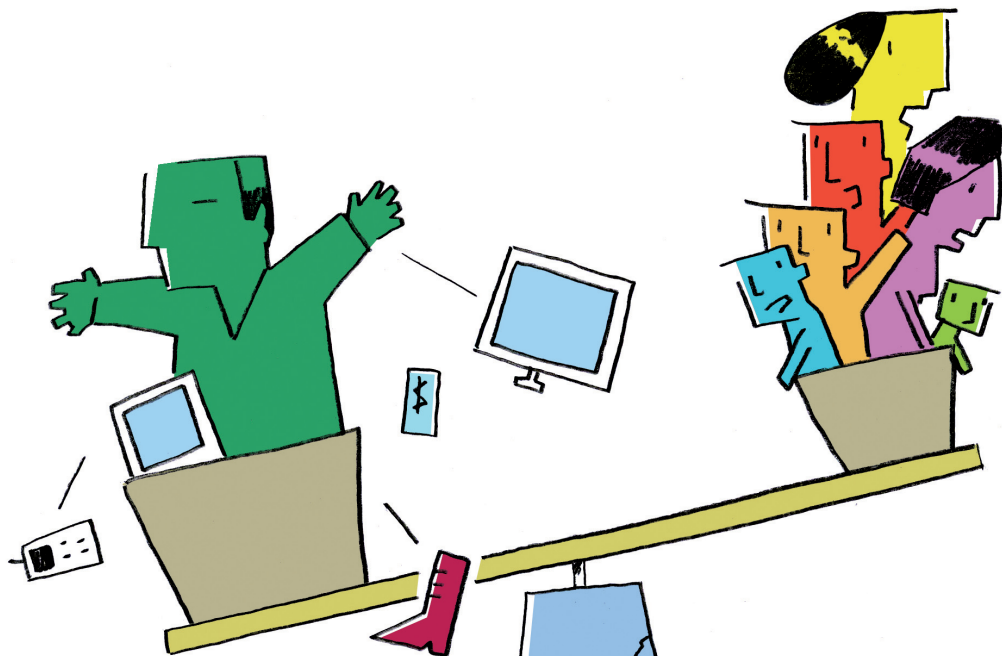


une seule planète



**pour une gestion
durable et équitable
des ressources naturelles**

⁴
Trop c'est trop !

⁷
À qui appartiennent les ressources ?

¹⁰
De l'empreinte écologique à l'espace écologique

¹²
Quand les entreprises font la loi

¹⁶
Les limites de la croissance (verte ou non)

¹⁸
Vers le bien-être pour tous ?

²¹
Pour en savoir plus

²²
**Recommandations
Agir avec le réseau Une seule planète**



•

L'exploitation des ressources naturelles comme les terres fertiles, l'eau, le bois ou encore les minerais constituent le socle du développement des sociétés humaines. Mais, depuis la révolution industrielle en Europe au XIX^{ème} siècle, ces prélèvements ont explosé. Au cours des trente dernières années, l'Humanité a augmenté de 50% l'extraction de ressources naturelles. Chaque année, c'est désormais 60 milliards de tonnes de ressources naturelles qui sont prélevées des écosystèmes et des mines, soit l'équivalent du poids d'une Tour Eiffel toutes les 5 secondes.

De nombreux écosystèmes sont au bord de la rupture et la liste des espèces animales et végétales menacées s'allonge chaque année. Par ailleurs les modes d'exploitation de ces ressources naturelles sont souvent source de violation des droits des populations du Sud de la planète, de mise en péril de leurs cultures et de leurs modes de vie. Plutôt que d'être un droit fondamental, l'accès aux ressources naturelles et aux terres est devenu un enjeu géostratégique crucial. Un peu partout dans le monde les conflits se multiplient entre des communautés locales et des entreprises.

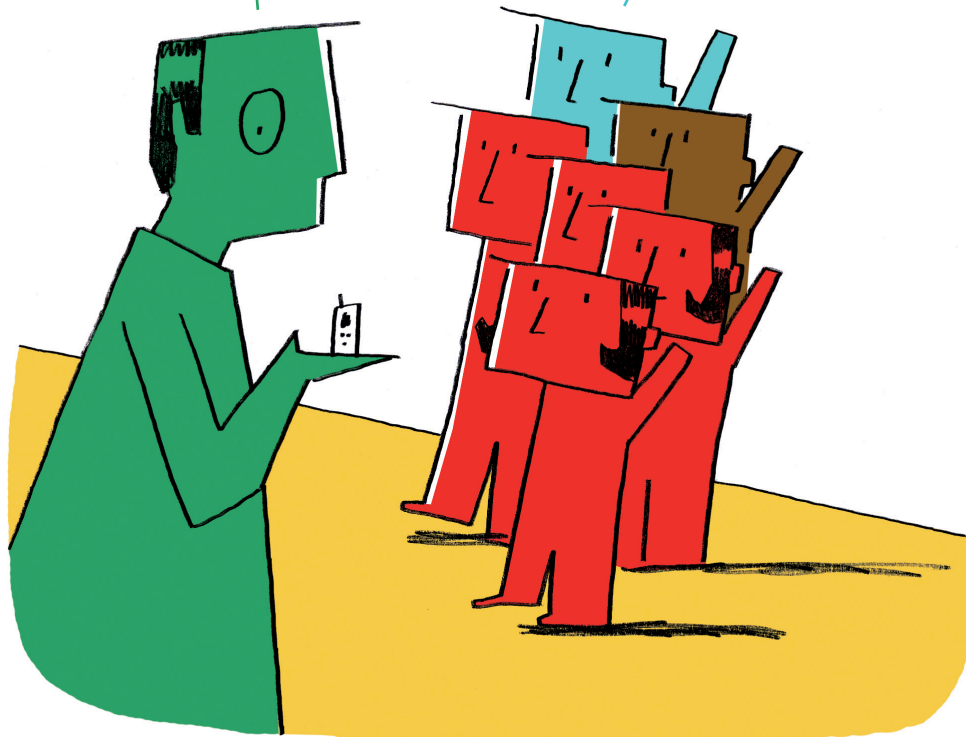
L'Humanité est en train de franchir un nouveau seuil, celui au-delà duquel la frénésie de consommation des plus riches menace la survie même des plus pauvres c'est-à-dire leur capacité à répondre à leurs besoins vitaux. Comment en est-on arrivé là ? À quelles conditions cette situation est-elle réversible ?

•

Trop c'est trop!

Les téléphones portables sont toujours plus petits donc ils nécessitent moins de ressources naturelles...

Oui mais nous sommes toujours plus nombreux à en vouloir un et ils sont fabriqués pour durer le moins longtemps possible, donc il faut ouvrir toujours plus de mines!



• Les technologies de l'information et de la communication sont probablement le secteur d'activité qui a connu la plus forte expansion et transformation ces dernières décennies. Des objets comme l'ordinateur ou le téléphone portable se sont à la fois considérablement miniaturisés et généralisés.

Pour pouvoir alimenter les usines de composants, le nombre de mines à ciel ouvert ou souterraines de cuivre, de nickel, d'or ou encore d'aluminium a énormément augmenté. Or, l'industrie minière est l'une des plus néfastes pour l'environnement et les communautés locales : destruction de la biodiversité, rejet de produits toxiques dans les rivières, pollution de l'air, conditions de travail pénibles et dégradantes pour la santé.

LA MINE DE PASCUA LAMA : L'OR, PLUS IMPORTANT QUE L'EAU ET LA VIE ?

Perché sur la cordillère des Andes, à la frontière du Chili et de l'Argentine, l'entreprise canadienne Barrick Gold est en train d'ouvrir l'une des plus grandes mines d'or et d'argent du monde. Problème : à cette altitude, d'immenses glaciers empêchent d'accéder aux précieux minerais. Qu'à cela ne tienne ! « Un glacier, ça se déplace », a annoncé Barrick Gold, sans réfléchir aux conséquences que cela aurait pour les populations qui vivent dans la vallée de Huasco, en contrebas. Peu importe que la précieuse eau de fonte alimente les rivières et permette de cultiver la terre. Face à la résistance des communautés

locales et à l'indignation internationale, la multinationale canadienne n'affiche désormais plus la même arrogance : officiellement, il n'est plus question de déplacer les glaciers mais de minimiser les impacts environnementaux. Pourtant, alors que l'exploitation minière n'a pas encore débuté, la seule construction des infrastructures de transports, d'exploitation et d'évacuation des minerais (notamment un tunnel de 6 km de long) et les travaux de prospection ont déjà fait disparaître un volume important des glaciers et le niveau d'eau dans les rivières a diminué.

18 MOIS : C'EST LA DURÉE DE VIE MOYENNE D'UN TÉLÉPHONE PORTABLE

Les téléphones mobiles ont beaucoup évolué depuis le premier modèle commercialisé en 1983 qui pesait près de 500g. Aujourd'hui, leur poids a quasiment été divisé par cinq, ce qui diminue d'autant la quantité de ressources naturelles nécessaires à leur fabrication. Écologique le téléphone portable alors ? Pas vraiment puisque s'il faut moins de ressources naturelles pour fabriquer un téléphone portable, ce gain d'efficacité a été largement dépassé par un nombre croissant de téléphones portables commercialisés et la diminution de leur durée de vie. C'est ce que l'on appelle l'«effet rebond». Le téléphone portable est devenu un objet de mode, qu'il faut remplacer régulièrement pour afficher sa modernité : aujourd'hui, plus de 500 millions de téléphones portables obsolètes s'accumulent dans les

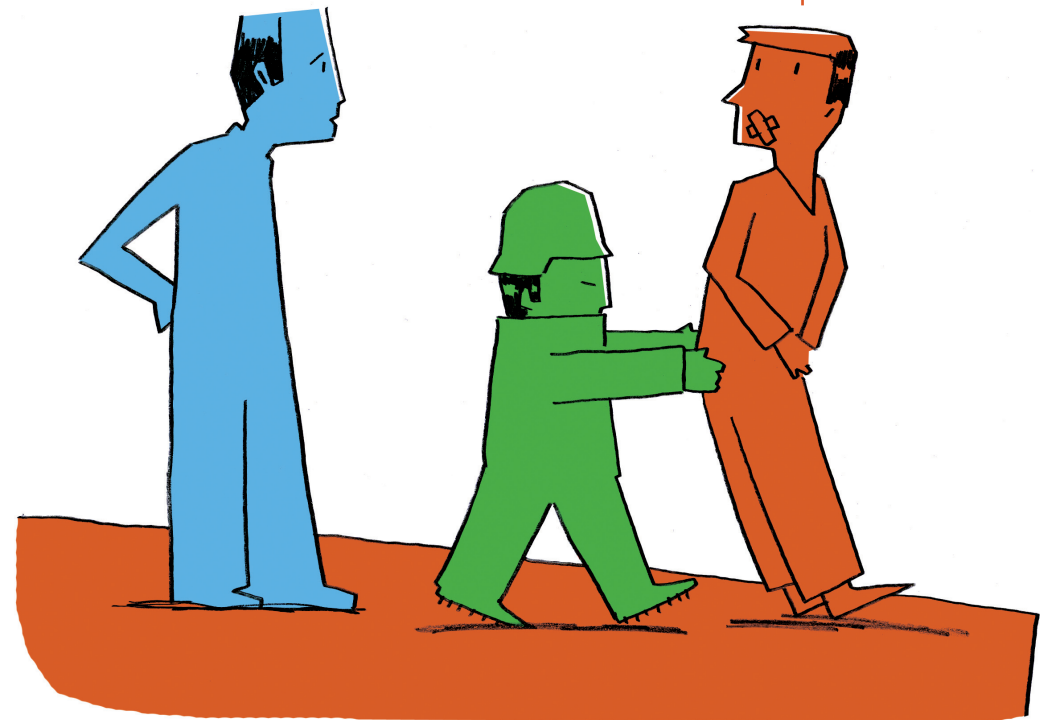
décharges du monde entier. Pour vendre toujours plus, les industriels rechignent à concevoir des produits réparables et adaptables, conçus pour durer. Par exemple, la batterie de l'iPhone d'Apple est soudée au téléphone: quand la batterie est morte au bout de quelques années, c'est le téléphone entier qu'il faut jeter alors qu'il serait si simple de changer la batterie ! La fabrication d'un téléphone portable nécessite de nombreux minerais : cuivre, fer, nickel, argent, zinc et en plus petite quantité aluminium, coltan, or, étain, manganèse, palladium et platine. Alors que ces composants pourraient être réutilisés pour fabriquer un nouvel appareil, le taux de recyclage des téléphones portables reste très faible (entre 1% et 15% selon les pays).



À qui appartiennent les ressources naturelles ?

Plutôt que de
t'expulser de tes
terres, ils auraient
dû planter sur
des espaces
qui ne sont pas
utilisés!

Ça n'est pas aussi simple...
parce que dans la plupart
des pays du Sud
les droits traditionnels
des communautés, comme
le droit d'usage,
ne sont pas reconnus.
Nous sommes impuissants
quand une entreprise vient
nous prendre nos terres,
car officiellement nous
ne les utilisons pas.



La ruée vers les gisements de métaux et de minerais n'est pas un phénomène isolé. Achat de terres fertiles, pillage des forêts tropicales, monoculture d'arbres à croissance rapide, exploitation du pétrole ou encore pêche industrielle, le commerce mondial ne conduit pas à un meilleur partage des ressources naturelles pour tous, mais à leur accaparement par une minorité. Pour faire face à la raréfaction, les pays du Nord optent pour des stratégies de « sécurisation » de l'accès aux ressources naturelles plutôt que de remettre en cause leur modèle de développement. C'est le cas de l'Union européenne qui utilise de plus en plus fréquemment ce concept pour définir sa politique énergétique ou d'accès aux métaux indispensables à ses industries. De plus, les pays riches contrôlent les institutions financières internationales comme la Banque mondiale ou la Banque européenne d'investissement et les orientent vers le financement de projets destructeurs pour l'environnement et les communautés locales, qui augmentent la pression sur les pays du Sud : il « faut » exporter, faire entrer des devises étrangères et rembourser la dette économique, même si cela doit se faire au détriment des communautés locales, des services sociaux (de santé, d'éducation) et de leur environnement. Et, si en réalité, c'étaient les pays riches qui avaient une **dette écologique** vis à vis des pays du Sud ? Comment inverser la situation et soutenir les populations locales pour qu'elles puissent décider par elles-mêmes de l'exploitation et de la gestion des ressources naturelles sur leur territoire ?



*

DETTE ÉCOLOGIQUE :
il s'agit de la dette
accumulée envers
les pays du Sud par les
pays industrialisés du
Nord, qui ont pillé et
pollué des ressources
(eau, air, matières
premières) et causé
des dommages à
l'environnement
(dépôt des déchets,
gaz à effets de serre)
au cours de leur
expansion industrielle.
Une bonne partie
de ces ressources,
non renouvelables ou
surexploitées, sont par
conséquent à jamais
indisponibles.

*

TENSION AU LARGE DU SÉNÉGAL

Les eaux poissonneuses au large des côtes d'Afrique de l'Ouest sont le théâtre d'un intense combat diplomatique entre l'Union européenne et les pays africains concernés. Avec une demande toujours croissante en produits de la mer, qui a déjà conduit à un effondrement des stocks de poissons dans les eaux européennes, les chalutiers français et espagnols sont obligés d'aller pêcher toujours plus loin. Jusqu'en 2006, l'Union européenne avait négocié un accord d'accès pour que ses navires puissent pêcher dans les eaux sénégalaises. Très vite des tensions sont apparues avec la pêche artisanale au Sénégal, cette concurrence inégale pour l'accès à la ressource

conduisant logiquement à une baisse des stocks. Aujourd'hui, l'accord de pêche est dans l'impasse mais les entreprises européennes s'abritent derrière des sociétés écran : sur les 120 bateaux de pêche industrielle dit sénégalais, la moitié serait en réalité des sociétés mixtes qui servent d'écran à des intérêts étrangers. Mais surtout l'essentiel de la production est exporté : les conserveries locales sont à l'abandon et les pêcheurs artisanaux eux-mêmes, se tournent de plus en plus vers des petites et moyennes entreprises spécialisées dans l'export. Pour les ménages sénégalais, il ne reste plus que les espèces de poisson dédaignées par le consommateur européen.

LE MYTHE DES TERRES MARGINALES

Le 30 décembre 2008, un boeing 747 de Air New Zealand a effectué avec succès un vol test en utilisant, pour l'un de ses moteurs, de l'huile de jatropha. Une véritable plante miracle à en croire la compagnie car cet arbuste pousse sur des terres arides et nécessite peu d'eau et d'engrais. L'huile extraite des graines n'est pas comestible. Sa culture ne rentrerait donc pas en concurrence avec les terres fertiles nécessaires pour l'alimentation.

La réalité est tout autre. D'abord parce que sans irrigation et planté sur un sol pauvre, les rendements chutent. Les investisseurs recherchent donc les terres les plus riches. Ensuite, parce que la culture de cet arbuste nécessite d'immenses surfaces, surtout si l'objectif est de faire voler les avions ! En Inde, où le gouvernement

prévoit de planter 40 millions d'hectares de jatropha, de nombreux conflits sont apparus entre des entreprises et des agriculteurs. Officiellement, le jatropha est planté sur des terres « dégradées » ou « marginales », des notions très floues, d'autant plus qu'en Inde comme dans beaucoup de pays du Sud, le statut foncier des terres est loin d'être clarifié. Au sortir des indépendances, les États ont bien souvent nationalisé ces terres « vacantes » sans prendre en compte leur utilisation par les communautés locales. Faire reconnaître ses droits sur la terre est un processus souvent long et coûteux qui n'est pas à la portée des communautés les plus pauvres. De nombreux conflits apparaissent alors, quand l'État confie ou vend ces terres à des entreprises.

De l'empreinte écologique à l'espace écologique

• L'empreinte écologique est un indicateur qui permet d'évaluer la surface de sol nécessaire pour produire les ressources consommées par une population et pour absorber ses déchets. Ainsi, un européen a une empreinte écologique d'environ 4,8 hectares. En multipliant par le nombre d'humains, on constate que si tout le monde vivait comme un européen, il faudrait trois planètes !

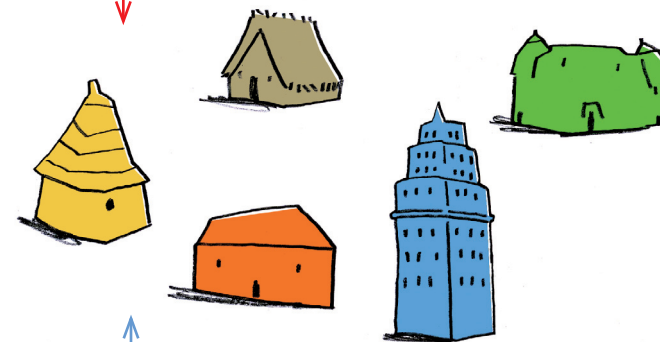
Or, nous n'avons qu'une seule planète et c'est bien là la limite de l'empreinte écologique : à partir de là, que faut-il faire ? S'assurer que les plus pauvres n'augmentent pas leur empreinte écologique afin que le maintien voire le renforcement des inégalités nous permette de vivre tous sur une seule planète ? Une réponse plus juste consiste à introduire la notion d'équité : chaque humain devrait avoir le même droit d'utiliser les ressources. C'est le concept d'espace écologique. En pratique, il s'agit de définir pour chaque type de ressources un seuil minimum de consommation et un plafond maximum prenant en compte la capacité de régénération des ressources renouvelables et le stock de ressources non renouvelables.

Respecter l'espace écologique de chacun conduit à questionner la façon dont s'organise le commerce international aujourd'hui car il conduit directement ou indirectement à un accaparement des terres des plus pauvres par les plus riches. Pour autant, si le concept d'espace écologique est indissociable d'une relocalisation forte des activités, cela n'est pas pour autant incompatible avec un commerce international, plus équitable, notamment pour certaines ressources inégalement réparties à la surface du globe.

* **RENOUVELABLE :**
on distingue les ressources renouvelables comme le bois ou le poisson des ressources non renouvelables comme les métaux. Il est possible de gérer des ressources renouvelables de façon durable si l'on ne prélève pas plus que l'accroissement naturel. Le pétrole est considéré comme une ressource non renouvelable ou fossile car il faut des millions d'années pour le former à partir de débris de végétaux.

*

Union
Européenne,
États-Unis
d'Amérique,...



Le seuil maximum correspond à un plafond de consommation au delà duquel on empiète sur l'espace écologique de quelqu'un d'autre. Par exemple, en prenant en compte la capacité d'absorption naturelle de la biosphère, il faudrait que chaque humain n'émette pas plus de 2 tonnes de CO₂ par an pour contenir les changements climatiques. Or, un français émet plus de 6 tonnes de CO₂ par an et un habitant des États-Unis émet plus de 20 tonnes de CO₂ par an.

Entre les deux, il est possible de créer des sociétés soutenables en faisant preuve de créativité et en s'adaptant aux conditions locales.

Cameroun,
Bangladesh,
Zambie,...

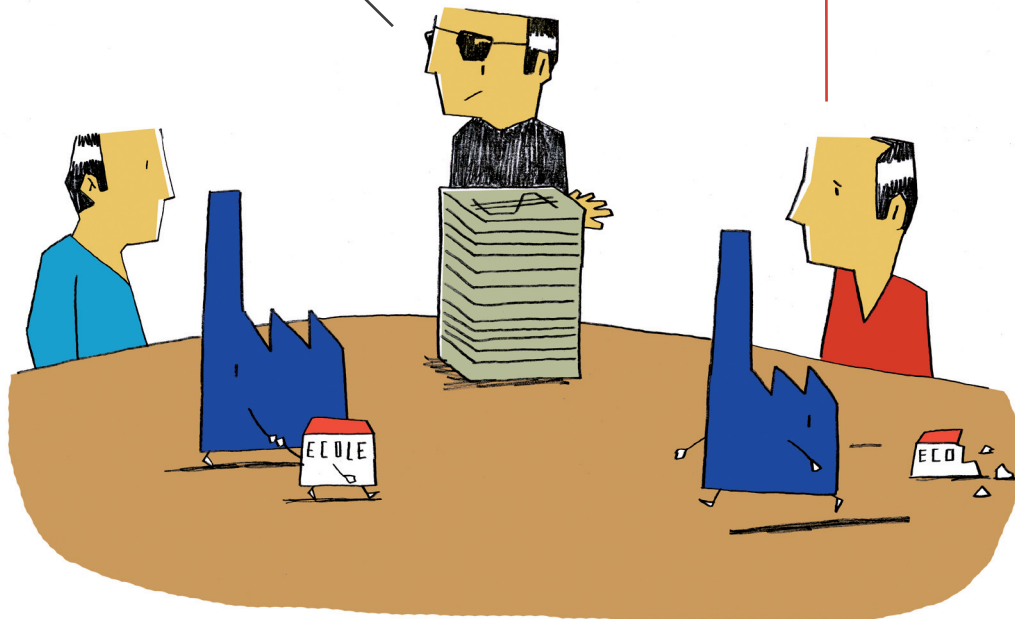
Le seuil minimum correspond à la satisfaction des besoins de base (se nourrir, se loger, se chauffer...). Il s'agit, par exemple, de garantir à chacun l'accès à 50 litres d'eau par jour pour boire ou se laver (d'après l'Organisation Mondiale de la Santé), ou encore à 35 kilos de papier par an indispensables pour l'éducation et la vie démocratique (d'après le collectif d'ONG European Paper Network).

En résumé, pour que chacun puisse répondre à ses besoins fondamentaux, il est indispensable de réduire fortement la consommation dans les pays industrialisés dans les prochaines décennies et de la rééquilibrer entre les plus riches et les plus pauvres.

Quand les entreprises font la loi

Les multinationales créent des emplois, des écoles, des dispensaires et permettent aux pays du Sud de se développer.

Mais elles visent avant tout à faire des profits ! Et dans de nombreux pays, les États, faibles ou fragilisés par la corruption, ne jouent pas leur rôle : au lieu de les encadrer pour que leurs activités se fassent au bénéfice de tous c'est à celui qui imposera le moins de contraintes sociales ou environnementales. Et quand l'exploitation n'est plus rentable, l'entreprise se déplace ailleurs. Les écoles et les dispensaires ferment. Les emplois disparaissent. Et il ne reste qu'un environnement détruit pour les communautés.



En quelques décennies, la concentration économique a conduit à la création d'entreprises multinationales si puissantes que pour nombre d'entre-elles, leur chiffre d'affaire dépasse le produit intérieur brut (PIB) des pays dans lesquels elles sont implantées. Un tel poids économique est indissociable d'un poids politique : face à des États souvent fragilisés par la corruption, les lois n'ont que peu de prise sur les entreprises multinationales. Et en cas de problème, plus personne n'est responsable. Les **sociétés-mères** s'abritent derrière la responsabilité de leurs filiales pour éviter d'avoir à rendre des comptes. Les communautés impactées par l'activité de ces multinationales n'ont bien souvent alors aucun moyen d'obtenir justice. Il est donc urgent de créer une réglementation internationale contraignante qui encadre l'activité des multinationales.

*
SOCIÉTÉ-MÈRE (OU MAISON-MÈRE) : siège principal d'une société possédant des filiales ou contrôlant de façon majoritaire d'autres entreprises. L'évolution du droit n'a pas suivi l'évolution économique des entreprises et il reste encore aujourd'hui très difficile de poursuivre devant les tribunaux une maison-mère en cas de problème avec l'une de ses filiales à l'étranger.
*

LE DOUBLE JEU DES ENTREPRISES : LE CAS MICHELIN

Au Nigeria, un conflit oppose les communautés riveraines de la forêt d'Igobazuwa à l'entreprise française Michelin. Pour faire face à une demande croissante, l'entreprise doit augmenter ses plantations d'hévéa dont elle extrait le latex pour fabriquer des pneus. Aussi, lorsque l'entreprise a envoyé ses bulldozers pour raser près de 3500 nouveaux hectares de forêts et de terres agricoles, les villageois se sont rebellés. Près de 20000 personnes dépendent en effet de ces terres pour vivre. Au siège de Michelin, l'entreprise se défend : ils ne sont pas responsables. Ils ne

possèdent que 20% des parts de la Société internationale de plantations d'hévéa (SIPH) qui exploite les plantations au Nigeria. Une société écran qui cache mal une double hypocrisie car Michelin est le principal client de la SIPH et n'hésite pas à communiquer sur son site Internet sur son engagement dans le développement durable : «Au Nigeria, les quatre plantations Michelin ont à cœur de protéger leur environnement. Michelin, a d'ailleurs reçu en 2002 de la Nigerian Conservation Foundation (NCF) le prix de la société la plus respectueuse de l'environnement au Nigeria».

COMPENSER SA POLLUTION PLUTÔT QUE LA RÉDUIRE

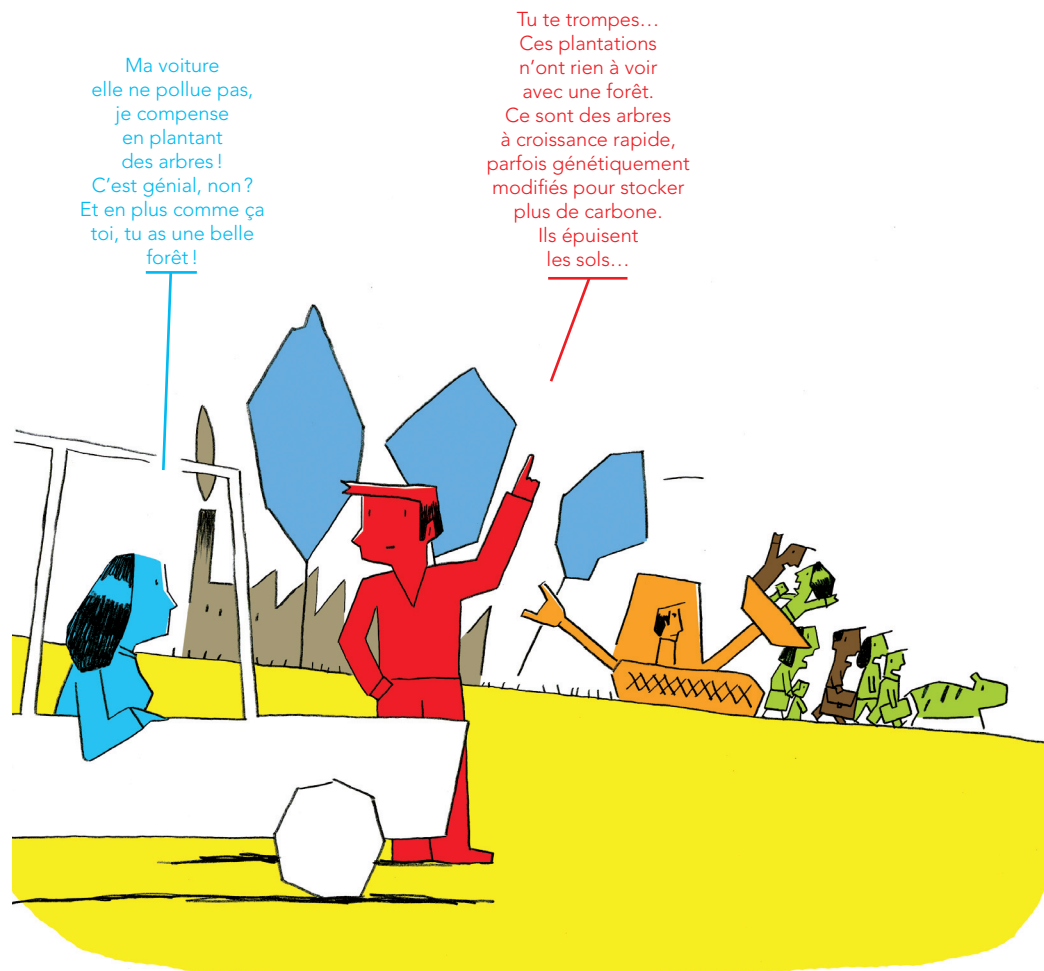
De plus en plus d'entreprises proposent à leurs clients de compenser leurs émissions de carbone en plantant des arbres dans un pays du Sud. Le principe est qu'en grandissant, l'arbre absorbe du CO₂ et «neutralise» ainsi la pollution. Une fausse bonne idée pour plusieurs raisons :

- c'est aujourd'hui que les émissions de gaz à effet de serre doivent diminuer, pas dans cinquante ans. Il faut plusieurs dizaines d'années pour qu'un arbre stocke la même quantité de carbone que ce qu'émet un vol d'avion de quelques heures. Or, il y a urgence à réduire la concentration de carbone dans l'atmosphère car au-delà d'un certain seuil, des effets d'emballement pourraient accélérer les dérèglements climatiques. Par exemple, une hausse des températures pourrait favoriser davantage d'incendies de forêts ou encore la fonte des sols gelés en Sibérie, ce qui aurait pour effet de libérer de grandes quantités de gaz à effet de serre, et donc viendrait accélérer le problème;

- c'est un stockage incontrôlable et très limité dans le temps : il faut plusieurs millions d'années pour stocker du carbone sous forme de pétrole, alors que le carbone stocké par un arbre ne le restera au mieux que quelques dizaines ou centaines d'années : quand l'arbre sera incendié ou que le bois sera décomposé, le carbone stocké sera émis dans l'atmosphère et participera aux changements climatiques;

- c'est profondément injuste car cela conduit à un accaparement des terres dans les pays du Sud pour compenser les excès du mode de vie des plus riches : par exemple, en Ouganda, autour du Mont Elgon, un groupement néerlandais d'entreprises du secteur de l'électricité a expulsé les paysans Benet pour planter des eucalyptus sur leurs terres;

- enfin, c'est risquer de justifier l'inaction des politiques car l'une des principales raisons de l'échec actuel des négociations sur le climat est le refus des pays riches de réduire leurs émissions. Ceux-ci sont sous la pression de leurs entreprises qui préfèrent de loin la compensation carbone à une réglementation contraignante. Aux États-Unis, des entreprises comme General Motors ou American Electrical Power se sont même lancées dans un programme d'achat de forêts au Brésil pour compenser leurs émissions de carbone. Ce type de projet a pour seul but de montrer que les entreprises peuvent s'auto-réguler et qu'il n'y a pas besoin de loi. En attendant, les communautés qui dépendaient de la forêt ont vu leurs droits réduits : il est désormais impossible d'aller couper du bois pour réparer sa maison car les arbres appartiennent à General Motors !



CERTIFICATION : ACHETEZ NOS OGM ET NOS PESTICIDES «RESPONSABLES» !

Une autre technique utilisée par les entreprises pour verdir leur image et pouvoir continuer à vendre leurs produits consiste à les faire certifier «responsable» ou «durable». Ces certifications n'ont pas pour objectif de remettre en cause les problèmes de fond comme l'extension des monocultures de soja, de palmier à huile ou d'eucalyptus mais d'en diminuer les impacts et de présenter cela comme une amélioration. Ainsi, Carrefour propose une gamme de mobilier de jardin «écologique», en eucalyptus certifié FSC (un écolabel, le Forest Stewardship Council), en expliquant que ce produit contribue à la protection des forêts. Certes l'eucalyptus ne vient pas d'une forêt naturelle,

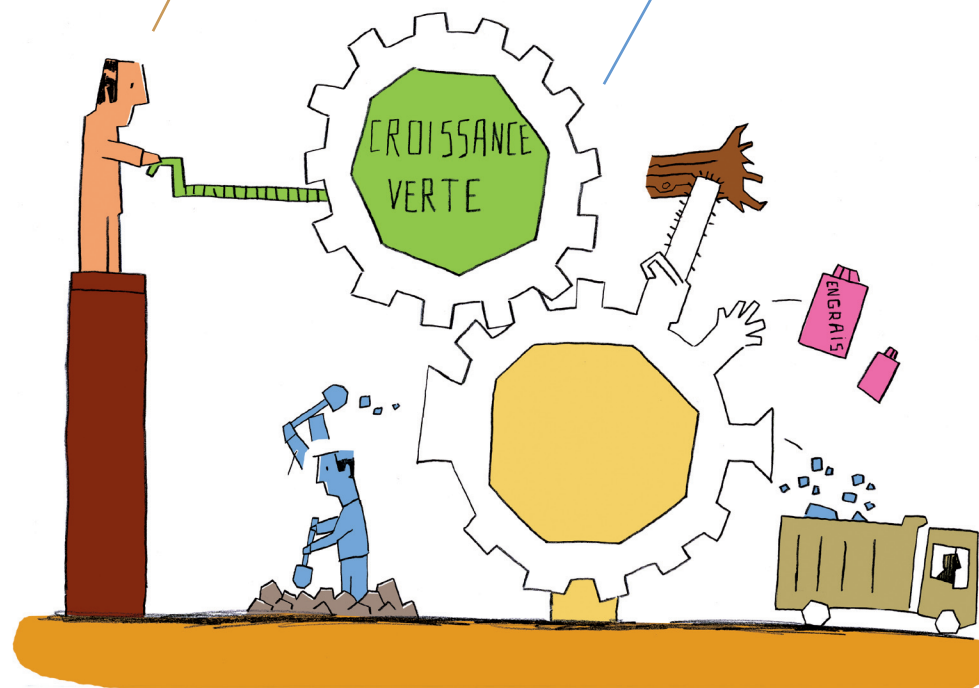
cependant cultivé sous forme d'immenses plantations, il pompe tellement d'eau qu'il peut assécher des rivières ! En Amérique Latine, il est surnommé l'arbre de la soif. Pour l'huile de palme et le soja «responsable» c'est la même logique : les entreprises s'engagent à ne pas raser de **forêts primaires** et peuvent vendre leurs produits avec la précieuse certification. Et cela même si le soja est OGM ou si les palmiers à huile sont traités au paraquat, un pesticide interdit en Europe et aux Etats-Unis car neurotoxique. Et ces entreprises sont d'autant plus à l'aise qu'elles participent souvent elles-mêmes à la détermination des critères de ces labels !

*
FORÊTS PRIMAIRES :
une forêt primaire est un écosystème dont le fonctionnement n'a pas été perturbé de façon majeure par l'homme. Ces forêts abritent une biodiversité exceptionnelle et fournissent de nombreux services environnementaux aux communautés qui en dépendent (pharmacie, nourriture, eau potable...).
*

Les limites de la croissance (verte ou non)

La solution, c'est la science et le progrès technique !
Bientôt l'énergie verte sera sans limite...
nous pourrons continuer à nous développer, vous et moi, en utilisant moins de ressources : le nucléaire, les agrocarburants,...

Euh,... pour alimenter les centrales nucléaires, il faut de l'uranium, non ?
Et les stocks sont limités...
Quand aux agrocarburants, ce n'est pas mieux.
Pour en produire, il faut beaucoup de terres, de pesticides et d'engrais...



• C'est un article du Times de janvier 2009 qui a mis le feu aux poudres : saisir deux requêtes sur le moteur de recherche Google consommerait « la même quantité d'énergie que celle nécessaire à faire chauffer l'eau pour une tasse de thé ». En ligne de mire, l'immense parc de serveurs du géant de l'informatique dont le fonctionnement, notamment le refroidissement, nécessite une consommation croissante d'énergie. À tel point que le fonctionnement des ordinateurs et d'Internet est aujourd'hui accusé d'émettre plus de dioxyde de carbone que les transports aériens ! La polémique qui a suivi la publication de cet article a sévèrement écorné le mythe de la croissance verte et de la dématérialisation qui est censée, grâce aux nouvelles technologies, permettre une croissance économique découplée d'impacts environnementaux.

En réalité, la croissance économique, telle que nous la définissons aujourd'hui, c'est-à-dire la croissance du produit intérieur brut, a toujours été couplée à une croissance de la consommation de ressources et de déchets. Bien sûr, l'efficacité a été améliorée : il faut aujourd'hui 30 % de ressources en moins qu'il y a 30 ans pour produire un euro de PIB, mais cela ne suffit pas à faire décliner la consommation globale de ressources naturelles.

*
AGROCARBURANTS :
et non pas « biocarburants »... car la culture de végétaux pour fabriquer des carburants n'a rien à voir avec l'agriculture biologique.
 *

DE L'HUILE DE PALME DANS LES MOTEURS

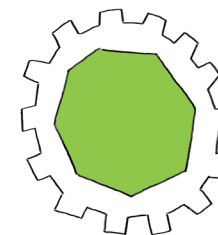
Depuis plusieurs années, les forêts d'Indonésie et de Malaisie sont ravagées pour laisser place à d'immenses monocultures de palmiers à huile. Si l'essentiel de la production est encore destinée à l'industrie agro-alimentaire (plats préparés, chips, glaces...), le marché des **agrocarburants** est en pleine croissance. Lorsqu'en janvier 2008, l'Union européenne a annoncé son souhait de promouvoir l'utilisation des « biocarburants », le cours de l'huile de palme a flambé. Depuis, les projets de raffineries se multiplient en Indonésie et en Malaisie. Pour faire

face aux risques environnementaux et sociaux, l'Union européenne souhaite un système de certification : concrètement, les forêts les plus riches en biodiversité sont épargnées mais pour répondre à cette demande mondiale croissante, les entreprises certifiées peuvent continuer à détruire des forêts moins riches et à expulser des communautés. Rien qu'en Indonésie, plus de 500 conflits parfois meurtriers opposent actuellement des communautés à des entreprises de palmiers à huile.

PLUS DE CROISSANCE POUR SAUVER LA PLANÈTE ?

Aujourd'hui en France, ou plus généralement dans les pays dits développés, on constate que certains problèmes environnementaux sont progressivement résolus. Un exemple classique (mais discutable !) est celui des forêts françaises qui, bien que fortement exploitées au Moyen-âge, regagnent aujourd'hui du terrain. Pourtant nous consommons toujours plus, ce qui laisserait croire que, mécaniquement, au-delà d'un certain seuil de développement, les sociétés auraient la volonté et la capacité de restaurer l'environnement (c'est la théorie dite de la « courbe de Kuznets »). C'est nier le fait que notre modèle économique actuel repose sur l'accaparement des terres et des ressources d'autres pays : par exemple,

les importations de bois et de produits dérivés représentent le deuxième poste de déficit commercial de la France. De plus, nous importons d'immenses quantités d'huile de palme et de soja, cultivées à la place de forêts tropicales ou de terres utilisées par les populations locales pour se nourrir. Il serait donc impossible à l'ensemble de la planète de reproduire ce modèle car une croissance infinie dans un monde fini n'a pas de sens. La restauration globale des écosystèmes et la libération de ces terres utilisées aujourd'hui pour des cultures d'exportation ne seront possibles que si la demande mondiale en ressources naturelles diminue. Et donc si nous consommons moins et mieux !



AREVA S'INSTALLE AU NIGER : LA STRATÉGIE DE LA FUITE EN AVANT

Après avoir épuisé les mines d'uranium françaises, le groupe français Areva s'est lancé à la conquête de nouveaux gisements à l'étranger. Depuis 40 ans, Areva (ex-Cogema) extrait de l'uranium au Nord du Niger, autour des villes d'Arlit et d'Akoka. Les retombées économiques pour les populations locales sont très faibles et contribuent à un climat d'insécurité croissant dans la région avec l'apparition de groupes rebelles armés cherchant également à tirer profit de cette exploitation. Autour des mines, la

contamination de l'eau et de l'air par des poussières radioactives menace la santé des ouvriers et des communautés locales. Aujourd'hui, les gisements d'uranium du Niger représentent 40 % de l'approvisionnement d'Areva mais pour anticiper leur épuisement, l'entreprise prospecte dans de nombreux autres pays. Une stratégie de fuite en avant pour une filière qui se félicite d'une politique de développement durable sans impact sur l'environnement.

Vers le bien-être pour tous ?

Consommer moins ?
Tu ne veux pas que
les pays pauvres
se développent ?

Nous n'avons
qu'une seule planète et nous
devons apprendre à partager
les ressources de façon
équitable. Consommer moins
pour que d'autres puissent
consommer un peu plus
et vivre mieux.



Le produit intérieur brut (PIB) s'est progressivement imposé comme l'indicateur de référence pour mesurer la vitalité d'une économie. La croissance du PIB est devenue l'objectif prioritaire de la plupart des politiques publiques malgré les nombreuses limites de cet indicateur. Le PIB ne prend pas en compte le fait que les ressources naturelles ne soient pas infinies, ni les dommages infligés à la société et à l'environnement. Et ce sont les personnes les plus démunies qui en payent le prix fort.

Aujourd'hui, la convergence des crises écologiques et sociales rappelle l'urgence de sortir d'un modèle économique basé uniquement sur la course à la croissance et à la consommation. De nombreux experts ou associations proposent d'en finir avec le PIB et de mettre en place une série de critères permettant de mesurer le « bien-être » d'une population et de prendre en compte les limites de la planète : l'objectif des politiques publiques ne serait plus alors la croissance du PIB mais la généralisation du « bien-être ».

LES INÉGALITÉS SOCIALES : MOTEUR DE LA COURSE À LA CONSOMMATION

Depuis 1970, les inégalités de revenus et de patrimoine au sein des pays riches ont considérablement progressé. Pour Hervé Kempf, auteur du livre *Comment les riches détruisent la planète*, qui s'appuie sur les travaux de l'économiste Thorstein Veblen, le creusement des inégalités est indissociable du problème de surconsommation. En effet, au-delà d'un certain seuil, consommer davantage ne permet plus de répondre à des besoins vitaux mais correspond à un désir de distinction sociale. C'est ce qu'il appelle la consommation ostentatoire. La différenciation de la société en différentes couches sociales, caractérisées par des écarts de revenus croissants, créerait une dynamique malheureuse où chacun envierait le niveau de consommation des personnes plus

riches que lui. Consommer pour exister. Une réflexion à méditer quand on constate le nombre de ménages partout dans le monde qui préfèrent sacrifier leur budget alimentation afin de pouvoir acheter un écran plat ou le téléphone portable dernier cri. Cependant, consommer moins ne signifie pas forcément vivre moins bien, au contraire. Plutôt que de posséder une voiture individuelle, pourquoi ne pas en partager une à plusieurs ou utiliser les transports collectifs ? Pourquoi ne pas exiger des constructeurs des ordinateurs qui durent longtemps, et soient facilement réparables ou modifiables ? L'enjeu social de la réduction des inégalités rejoint donc l'enjeu écologique de la réduction de la consommation de ressources naturelles.

Pour en savoir plus

Site du Sustainable Europe Research Institute (Autriche) avec de nombreuses données sur la consommation de ressources naturelles en Europe : www.materialflows.net

Les Amis de la Terre Europe, Seri et Global 2009. Overconsumption? Our use of the world's natural resources, www.foeeurope.org/publications/2009/Overconsumption_Sep09.pdf

Dossier « vivre avec la Terre » de l'encyclopédie du développement durable : www.encyclopedie-dd.org/-terre-

Trop, c'est trop !

Isabel, O. et Gerardo, A. 2010. Mégaprojet minier Pascua Lama : L'or plus important que l'eau et la vie ? www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=18912

À qui appartiennent les ressources naturelles ?

Les Amis de la Terre Afrique et Europe. 2010. Afrique : terre(s) de toutes les convoitises www.foeeurope.org/agrofuels/FoEE_Africa_up_for_grabs_2010_FRENCH.pdf

De l'empreinte écologique à l'espace écologique

Rocholl, M. 2002. De l'espace environnemental vers la dette écologique – une perspective européenne. www.rcade.org/secciones/comisiones/.../decol/mrocholl.doc

Quand les entreprises font la loi

Forum Citoyen pour la Responsabilité Sociales des Entreprises: www.forumcitoyen-pourlarse.org/

Shapiro, M. 2009. Brazil: The Money Tree (web documentaire). www.pbs.org/frontlineworld/stories/carbonwatch/moneytree/

Dossier « La responsabilité des entreprises » : www.d-p-h.info/article439_fr.html

Les limites de la croissance (verte ou non)

Collectif « Areva ne fera pas la loi au Niger »: <http://areva.niger.free.fr/>

Vers le bien-être pour tous ?

Forum pour d'autres indicateurs de richesse : www.idies.org

Kempf, H. 2007. Comment les riches détruisent la planète. Seuil. 147 pages

Site de la New Economics Foundation : www.happyplanetindex.org/

Jackson, T. 2010. Prospérité sans croissance. La transition vers une économie durable. Éditions De Boeck Universités. 247 pages

Nous recommandons aux décideurs politiques :

- de réduire la consommation de ressources naturelles en Europe en passant d'une économie basée sur la croissance du PIB à une économie basée sur la généralisation du « bien-être » et la réduction des inégalités.
- d'adopter un cadre juridique contraignant pour exiger la transparence et la responsabilité des multinationales concernant l'impact de leurs activités et de celles de leurs filiales, et permettre l'accès à la justice au sein de l'Union européenne pour les victimes de ces activités dans les pays tiers.
- de défendre les droits des populations locales et des peuples autochtones à décider par eux-mêmes de l'exploitation et de la gestion des ressources naturelles.

Pour porter et développer ces messages, les associations impliquées dans le réseau « Une seule planète » ont décidé d'interpeller les responsables politiques, en organisant des actions médiatiques, en animant des conférences ou en publiant des études de cas et des analyses stratégiques. Partout en France, des associations proposent des actions de sensibilisation et de mobilisation aux citoyens pour réfléchir et agir ensemble sur les moyens d'aller en transition vers des sociétés soutenables au Nord comme au Sud.

Rejoignez le réseau Une seule planète sur www.uneseuleplanete.org !

- pour signer la pétition demandant aux chefs d'États européens d'adopter un cadre juridique contraignant pour que les multinationales européennes soient tenues légalement responsables de l'impact de leurs activités sur les personnes et l'environnement à travers le monde ;
- pour relayer la campagne « Une seule planète » : faites signer la pétition, rejoignez-nous sur facebook, insérez un lien vers notre site sur votre blog ou votre site, tenez vous au courant grâce à l'agenda de la campagne en ligne ;
- pour participer à des actions dans votre ville : organisez une projection-débat, une action de rue, participez à un groupe de réflexion sur nos modes de (sur)consommation et les alternatives pour vivre mieux, visitez l'exposition pédagogique « Une seule planète » avec vos enfants,...
- pour vous informer sur les enjeux d'une gestion durable et équitable des ressources naturelles et les alternatives concrètes pouvant donner naissance à d'autres modes de consommation et de production : lisez le hors-série de la revue Altermondes « Nous n'avons qu'une seule planète », découvrez le centre de ressources en ligne et l'espace « Agir » de notre site internet...

Le réseau « Une seule planète » a été créé par plusieurs organisations d'Europe et de pays du Sud afin de sensibiliser les citoyens et d'interpeller les décideurs sur les enjeux d'une gestion durable des ressources naturelles pour le développement de tou(te)s. En France, il est animé par le Centre de recherche et d'information pour le développement (CRID).



Une seule planète // CRID
14 passage Dubail 75010 PARIS
T : 01 44 72 89 66
contact@uneseuleplanete.org
www.uneseuleplanete.org

Rédaction : Les Amis de la Terre 
Illustrations : Sébastien Chebret
Imprimé sur papier recyclé par Confort

Cette publication a été réalisée avec l'aide financière de la Commission européenne.
Son contenu ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant les positions de l'Union européenne.

